



lundi 9 octobre 2017

## ***Faire de la grève du 10 octobre une étape vers le « tous ensemble » !***

*En déplacement en Corrèze, Emmanuel Macron s'est quelque peu fait chahuter par les ouvriers de GM&S, un sous-traitant de l'automobile de la région, frappés par un plan de 157 licenciements. Il n'a pas trouvé mieux que de déclarer que plutôt que de « foutre le bordel », ces manifestants feraient mieux d'aller chercher un emploi. Début septembre, face aux premières manifestations contre ses ordonnances modifiant, au profit des patrons, le code du travail, il avait déjà traité les manifestants de « fainéants », « extrémistes » auxquels il ne céderait rien. Bref, il suffit qu'on descende dans la rue pour que Macron ne se tienne plus et affiche ouvertement sa morgue de président des riches. C'est qu'on est dans la bonne voie et qu'il est bien temps pour les travailleurs de « foutre le bordel » (pour reprendre le langage présidentiel) dans les projets du gouvernement et du patronat.*

### ***Amplifier la riposte***

On a déjà commencé avec les manifestations des 12 et 21 septembre. On va continuer cette semaine avec les grèves et manifestations du mardi 10. Et ce n'est que le début.

Car pour les riches, Macron déplie le tapis rouge. Suppression de l'ISF et remplacement par un simple impôt sur l'immobilier. Après un tollé sur les yachts qui devaient aussi échapper à l'impôt sur la fortune, ceux-ci resteront peut-être soumis à une petite taxe. Mais ces baisses d'impôts sur la fortune devraient faire plus de 3 milliards de pertes pour l'État. Quand il s'agit de faire des cadeaux aux riches, on n'entend plus parler du déficit public. Par contre, il y avait urgence à réduire les APL !

Les ordonnances sur le Code du travail, c'est déjà plus de liberté pour les patrons pour licencier et pour passer outre les quelques protections prévues par le Code du travail.

Et le gouvernement n'entend pas en rester là : pour les prochaines semaines il annonce déjà d'autres attaques sur l'Assurance chômage et la Sécurité sociale, la hausse de la CSG, etc.

### ***Rien à attendre des parlottes***

Passons sur les négociations qui commenceraient jeudi sur ces sujets, où le gouvernement a déjà bouclé ses plans. Certaines directions syndicales se prêteront peut-être au jeu, voire trouveront qu'il y a du bon dans les réformes de Macron. Comme Mailly le disait au sujet des ordonnances. Mal lui en a pris, puisque

bien des militants syndicaux de Force ouvrière l'ont désavoué et ont participé aux manifestations. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a rien à attendre de ces discussions dans les ministères.

### ***La journée du 10 octobre nous concerne tous***

Ce mardi 10 octobre, tous les syndicats de la Fonction publique appellent à la grève, notamment sur la question des salaires bloqués et des 120 000 suppressions de postes annoncées par Macron.

Les directions des confédérations se sont refusées à faire de cette journée une journée de mobilisation pour tous les salariés. Mais dans plusieurs entreprises des militants ou structures syndicales ont appelé à y participer, au-delà des seuls agents publics.

Salaires, suppressions d'emplois, cela nous concerne tous. Toutes les attaques du gouvernement et du patronat forment un ensemble. C'est tout le monde du travail qui est visé, qu'on soit du privé ou du public, en activité, en retraite ou au chômage.

Cette journée va permettre à de nombreux salariés de montrer leur colère contre les plans du gouvernement. Elle doit marquer un nouveau pas dans la riposte qu'il faut construire : un mouvement d'ensemble à la hauteur des attaques de Macron. Il ne faut pas rester divisés, un jour une catégorie, le lendemain une autre.

Dès maintenant, il faut saisir chaque occasion pour aller dans ce sens.

**Tous ensemble**

La journée du 10 octobre est présentée comme une journée de grève de la fonction publique. Mais elle concerne tous les salariés : ici et là des syndicats appellent aussi dans le privé, car en ce moment nous sommes tous attaqués. Des AG sont organisées sur l'usine, nous pouvons nous saisir de cette journée pour faire comprendre à Macron que nous n'allons pas rester l'arme au pied.

**Notre droit au repos**

Après avoir supprimé les Cmod obligatoires du mois de septembre, la direction annonce maintenant de nouvelles séances obligatoires. L'équipe B devra ainsi travailler les 21 octobre et les 4 novembre, à chaque fois des semaines du matin. Alors qu'habituellement, elle annonce des H- pour la semaine 44, elle semble avoir cette fois prévu de nous épuiser. On ne comprend rien à ses calculs et à sa manière d'organiser la production, mais nous ne sommes pas à disposition et nous avons besoin de nos week-ends pour nous reposer.

**Saint-Ouen ultra bright**

Au Quart d'Heure Com' la direction nous a annoncé une journée du sourire... jaune, vu nos conditions de travail et de salaire ! Décidément, il y en a qui ne savent pas quoi inventer pour justifier leurs salaires et en plus, ils nous prennent pour des demeurés ! À nous de faire faire la grimace à la

direction, en lui imposant ce qui nous redonnerait vraiment le sourire : des augmentations de salaires, des embauches pour remplacer chaque départ.

**PSA : Pompe à fric**

À Poissy en novembre, l'équipe de nuit est suspendue pendant 3 semaines.

3 semaines d'arrêt de production en équipe de nuit, ça revient à une semaine d'arrêt total de production pour l'usine. C'est un moyen de réduire son stock de voitures avant la fin de l'année pour payer moins d'impôts. Une nouvelle manière de faire du chômage fiscal, avec la bienveillance du gouvernement Macron comme des précédents.

**La Macronnerie de la semaine**

Après avoir insulté les travailleuses de Gad (traitées d'« illettrées ») lorsqu'il n'était que ministre, puis parlé récemment « *des gens qui ne sont rien* » qu'on croise paraît-il dans les gares, le nouveau président des riches a déversé son mépris de classe sur les salariés licenciés de GM&S : « *certain, au lieu de foutre le bordel, ils feraient mieux de regarder s'ils ne peuvent pas avoir des postes là-bas* ».

Sauf que « là-bas », c'est une fonderie à 200 km, à deux heures de route de l'usine qui licencie, « une broutille en métro » ironise un ouvrier, et qui recrute 18 salariés dans des métiers différents de ceux des 157 licenciés de GM&S.

**Catalogne : non à la répression !**

Coups de matraques, balles en caoutchouc, charges policières faisant plus de 800 blessés, voilà la réponse du gouvernement du Premier ministre Mariano Rajoy à la partie de la population catalane qui désire se prononcer en faveur de l'indépendance, lors du référendum du 1er octobre.

Pas étonnant que, face à cette répression, une bonne partie de la population ait brandi d'autant plus rageusement le drapeau catalan. Et que quelque 40 % des Catalans soient allés voter pour l'indépendance, bravant l'interdiction. Et ce ne sont pas les manifestations anti-indépendantistes de ce week-end, prétendues apolitiques mais en fait en soutien au gouvernement de Madrid, qui les en dissuaderont.

Mais les coups de matraque de Rajoy ne font pas du chef du gouvernement de Catalogne, Carles Puigdemont, autre chose que le petit Macron qu'il est contre les travailleurs et les jeunes de Catalogne. Dans cette région parmi les plus riches d'Espagne, ceux des riches qui soutiennent le gouvernement régional disent ne plus vouloir payer pour les pauvres des autres régions... Mais les mêmes, surtout, ne veulent pas payer pour les pauvres de Catalogne, avec ses 13 % de chômeurs, ses coupes dans les budgets sociaux, un grave problème de logement...

Si les classes populaires de Catalogne veulent défendre leurs intérêts, elles devront mettre en avant leurs propres revendications, pas seulement leur droit de vote dans un référendum voulu (ou rejeté) d'en haut, mais leur droit de vivre d'un travail et d'un salaire décent. Elles ont bien le droit de revendiquer l'indépendance de la Catalogne mais, à leurs problèmes, l'indépendance ne répondra pas. Elles auraient plutôt intérêt à chercher un appui auprès des travailleurs et des jeunes de toutes les régions d'Espagne, qui ont les mêmes problèmes : baisse des salaires, hausse du chômage. D'autant que les matraques brandies il y a huit jours dans les rues de Barcelone sont les mêmes que le gouvernement Rajoy est prêt à utiliser contre les manifestants et ouvriers grévistes de toute l'Espagne.